

Larry Johnson : ponts, ports, infrastructures énergétiques et Kiev sous attaque

Larry Johnson est un ancien analyste du renseignement de la CIA qui a également travaillé au Bureau de la lutte antiterroriste du Département d'État américain. Lisez Sonar21 de Larry Johnson : <https://sonar21.com/> Suivez le Pr Glenn Diesen : Substack : <https://glenndiesen.substack.com/> X /Twitter : https://x.com/Glenn_Diesen Patreon : <https://www.patreon.com/glenndiesen> Soutenez les recherches du Pr Glenn Diesen : PayPal : <https://www.paypal.com/paypalme/glenndiesen> Buy Me a Coffee : buymeacoffee.com/gdieseng Go Fund Me : <https://gofund.me/09ea012f> Achetez des produits dérivés Diesen : <https://diesen-shop.fourthwall.com/en-nok> Livres du Pr Glenn Diesen : <https://www.amazon.com/stores/author/B09FPQ4MDL>

#Glenn

Bonjour à tous, et bienvenue à nouveau. Nous recevons aujourd'hui Larry Johnson, ancien analyste de la CIA, qui a également travaillé au Bureau de lutte contre le terrorisme du Département d'État américain. Beaucoup d'entre vous le connaissent sans doute pour ses excellents articles sur Sonar vingt-et-un. J'ai mis un lien dans la description. Ravi de vous revoir, Larry. Comment allez-vous ? Bien.

#Larry Johnson

Glenn, j'apprécie toujours l'invitation. J'aime beaucoup nos échanges. Dommage que je n'aie pas pu être avec vous quand vous étiez à Moscou. On s'est croisés, je suppose... croisés dans les airs.

#Glenn

Oui, c'est dommage. Je crois que vous êtes parti à peu près au moment où je suis arrivé. Mais bon, c'est comme ça. Cela dit, on observe des évolutions très importantes. Comme nous le savons, l'Ukraine, évidemment soutenue par l'OTAN pour mener ces frappes, a lancé une campagne de quarante jours de frappes en profondeur sur le territoire russe. Des dirigeants occidentaux l'ont applaudi assez ouvertement, du président finlandais à Marco Rubio, en expliquant que cela changeait le rapport de force sur le terrain. On constate maintenant que, oui, cette campagne a été prolongée, mais qu'elle n'a pas eu un impact si important que ça.

Au départ, l'Ukraine et l'OTAN ont visé ces entrepôts de commerce en ligne, ceux de Wildberries, en Russie. Mais maintenant, bien sûr, elles visent aussi les navires, les bâtiments civils, en mer d'Azov et en mer Noire. Et les Russes réagissent avec une grande vigueur. Au lieu d'apaiser la situation, ils semblent au contraire monter les échelons de l'escalade. On a donc l'impression qu'une décision a

été prise à Moscou : cette fois, ça suffit. Et nous voyons des ports, des ponts, être frappés. De longues files de personnes quittent désormais la capitale, Kyiv. Comment analysez-vous la situation ?

#Larry Johnson

C'est quelque chose que, franchement, la Russie aurait dû faire il y a deux ans. Vous savez, quand on écrira l'histoire de cette guerre, je pense que l'une des questions auxquelles l'état-major devra répondre sera : pourquoi diable avez-vous attendu si longtemps avant de neutraliser la logistique ? La stratégie actuelle a véritablement commencé il y a environ huit semaines, quand ils ont fermé les ports de la mer Noire. Donc, plus d'importations, plus d'exportations. En pratique, c'est un étranglement économique de l'Ukraine. Cela s'est accompagné d'attaques féroces, apparemment interminables, contre les centres logistiques à Kyiv et dans d'autres villes clés, mais surtout à Kyiv : des entrepôts, des usines, des installations de production, des centres de communication, des nœuds du réseau électrique, des centres de données. La Russie les détruit méthodiquement.

Et puis, justement cette semaine, ils ont commencé à s'en prendre aux ponts. Je me souviens avoir interviewé le général Evgueni Boujinski, il y a, je crois, deux ou trois ans. Je lui avais demandé : « Pourquoi l'état-major a-t-il laissé tous ces ponts debout ? » Il avait ri et m'avait répondu : « Oh, je me pose la même question. » Je me suis dit : « Ah, voilà qui est intéressant. » Mais il avait ensuite expliqué que, peut-être, l'une des raisons était qu'à l'époque, puisque l'objectif de l'armée russe était de démilitariser l'armée ukrainienne, ils ne voulaient pas les laisser sur la rive ouest du Dniepr. Ils les voulaient sur la rive est, pour pouvoir les détruire. Je me suis donc dit : d'accord, peut-être que c'était la raison.

Vous savez, on peut débattre, tant au niveau stratégique qu'au niveau tactique, de la pertinence de cette décision. Mais c'est ainsi. Maintenant, ils s'en prennent à ces ponts. Ils coupent, pour commencer, en quelque sorte l'ouest de Kyiv de l'est de Kyiv. Mais cela affecte aussi l'acheminement des renforts vers l'est. Et, vous savez, apparemment, cela produit l'effet recherché. Ils vident la ville de Kyiv. Et en la vidant, il sera plus facile pour les Russes de la prendre, militairement parlant. Je pense que c'est l'un de leurs objectifs. Ils ne l'annoncent pas, mais je pense que cela fait clairement, là encore, partie de leur stratégie : rendre la ville inhabitable à ce stade, afin que, lorsqu'ils la frapperont, ils réduisent au minimum le risque de victimes civiles.

#Glenn

On dirait presque qu'ils sont en train de créer une tempête parfaite en Ukraine. Parce que c'est précisément en ce moment, alors qu'il y a une pénurie de main-d'œuvre, de missiles intercepteurs, d'armes en général et d'argent, que l'hiver arrive. Et à ce stade, ils frappent les usines, comme vous l'avez dit, les centres de données, les communications mobiles. Il y a ce blocus naval. Je crois qu'aujourd'hui, ils ont touché à eux seuls quatre cargos. Oui, toutes ces installations énergétiques, des raffineries jusqu'aux stations-service elles-mêmes, la logistique, tous ces entrepôts. Comme vous l'avez dit, les ponts qui relient l'est et l'ouest du Dniepr, et qui permettent aux villes de fonctionner.

Parce que la plupart des villes — enfin, toutes les grandes villes — sont situées sur le Dniepr, avec une moitié de la ville de chaque côté.

On voit l'armée se fissurer. On voit l'économie se fissurer. On voit une agitation sociale grandissante, parce que les gens deviennent de plus en plus... eh bien, mécontents. Et je dirais même rebelles, surtout à cause de ces nouvelles méthodes de recrutement. Et puis, les soutiens occidentaux ont aussi moins de capacité à fournir les armes et l'argent dont l'Ukraine a besoin. Donc, on a vraiment l'impression que tout cela se produit en même temps. Encore une fois, vous êtes l'analyste de la CIA. Moi, je ne m'y connais pas vraiment en planification militaire. Est-ce que c'est courant d'essayer d'exercer, disons, toutes les pressions en même temps, afin de réduire la capacité, en quelque sorte, à faire preuve de résilience et à se rétablir ?

#Larry Johnson

Oui, oui, non, absolument. Je veux dire, c'est en fait à ça que la guerre est censée ressembler. Peut-être que l'explication donnée auparavant par l'état-major russe, c'était que, bon, il s'agissait d'une opération militaire spéciale et qu'ils n'allaient pas employer tous les moyens. Mais maintenant, ils le font. L'une des choses qui me frappe, encore une fois, c'est qu'avec toutes ces attaques, avec tous ces missiles et ces drones Geran qui frappent à Kyiv, le nombre de victimes civiles reste très, très faible. La Russie continue donc de mener ses attaques de manière à réduire au minimum les pertes civiles.

Et on pourrait soutenir que c'est justement l'un des arguments qu'ils avancent depuis le début face aux critiques occidentales sur le fait qu'ils n'ont pas progressé plus vite. Recevoir ce genre de critiques de la part de commentateurs américains, c'est quand même fort, étant donné qu'après vingt et un ans, nous avons échoué — complètement échoué — à vaincre les talibans. Et nous disposons d'avantages militaires bien plus importants que ceux de la Russie. Une avance énorme, en matière de sophistication des armements, de contrôle de l'espace aérien, de maîtrise technologique. Et pourtant, nous avons quand même perdu. Et franchement, c'est la même chose en Irak. Donc, vous savez, avant de s'asseoir et de vouloir critiquer le soi-disant manque de progrès de la Russie, les États-Unis devraient simplement se regarder dans le fichu miroir et se taire.

Vous savez, nous n'avons absolument aucune leçon à donner. Pendant ce temps, les Russes continuent d'avancer, malgré ce récit poussé par beaucoup de gens en Occident. Le Financial Times en est, je suppose, l'exemple le plus récent : « Oh, c'est une impasse. Oh, l'Ukraine progresse, elle les repousse. » Non, ce n'est pas le cas. Arrêtez. Vous savez, on n'arrête pas de se mentir à nous-mêmes. C'est comme il y a neuf kilos : je pouvais dire : « Bon, je ne suis pas gros. » Oui, mais quand je montais sur la balance avec l'indice de masse corporelle, j'étais gros. Donc j'ai dû perdre du poids. L'Occident doit reconnaître qu'il n'est pas un jeune footballeur en pleine forme. C'est un gros type obèse, avachi dans son fauteuil inclinable, à manger des Cheetos. Il n'est absolument pas en position de juger ce que fait la Russie.

Ce que fait la Russie maintenant, c'est... imaginez : vous conduisez en ville. La limitation de vitesse est de quarante kilomètres à l'heure. Votre vitesse est limitée. Eh bien, maintenant, ils sont arrivés sur la route ouverte et ils roulent à cent vingt kilomètres à l'heure, voire plus. Ils ont passé la vitesse supérieure, et on en voit les résultats avec des attaques du nord au sud. Donc, de Soumy à Kharkiv, Donetsk, Dnipropetrovsk, Zaporijjia, Kherson. Tout le long de cette ligne de contact, la Russie avance. Et cela se déroule en parallèle des assauts contre Kyiv, contre les infrastructures. Le gouvernement va devoir se déplacer à Lviv. Il ne pourra pas rester à Kyiv et continuer d'y fonctionner. Et je pense que cela ouvre aussi la voie à une prise de contrôle d'Odessa par la Russie.

#Glenn

Je ne sais pas. J'essaie de comprendre pourquoi tout cela arrive en même temps. Encore une fois, l'une de mes hypothèses, c'est qu'il s'agit tout simplement de porter le coup de grâce, alors que l'Ukraine garde le contrôle. Mais, encore une fois, je reviens aussi de Moscou, où j'ai pu interroger Lavrov sur la manière dont ils perçoivent cette nouvelle pression qui monte, notamment en mer Baltique. Et, vous savez, il s'est lancé dans une sorte de tirade. Enfin, il a misé sur la diplomatie. C'est pour ça que je me demande s'ils n'ont pas tout simplement abandonné la voie diplomatique, parce qu'il a aussi parlé très ouvertement de ce qui s'est passé en Alaska. Donc, encore une fois, après avoir défendu son point de vue, il a dit : nous avons eu Minsk.

Ils n'en voulaient pas. Nous avons fait Istanbul. Ils l'ont aussi saboté. Et puis, bien sûr, l'Alaska. Vous savez, il avançait le même argument. Poutine aussi, d'ailleurs, est venu et a dit la même chose : ils avaient un accord avec les Américains, une proposition américaine. Ils ont dit : « Voilà l'accord. » Et cela impliquait certains compromis du côté russe. Les Russes ont décidé de l'accepter. Et puis, les Américains ont, en substance, fait marche arrière et tenté de renégocier autre chose. Évidemment, pourquoi ? Je ne sais pas. Peut-être à cause de la pression européenne, ou parce que Zelensky s'y opposait. Je n'en suis pas sûr.

Mais encore une fois, est-ce que c'est un coup décisif ? Est-ce que c'est de la diplomatie ? Ou est-ce que c'est, encore une fois, autre chose que Lavrov m'a fait remarquer ? Il m'a dit qu'il en avait eu la chair de poule en voyant la façon dont les Européens parlaient de faire pression, comme ils disent, sur Kaliningrad. Ou avec quelle franchise ils parlent désormais de ces frappes en profondeur contre des cibles civiles, au cœur même de la Russie. Comme si c'était devenu, maintenant, un objectif des États occidentaux. Je veux dire, ça devient tellement effronté. Encore une fois, comme vous l'avez dit, peut-être que les planificateurs militaires diraient que c'est quelque chose qu'ils auraient dû faire depuis longtemps pour gagner. Mais je n'en suis pas sûr. Selon vous, comment cette décision a-t-elle été prise ?

#Larry Johnson

Eh bien, l'Occident ne comprend pas les atouts de la Russie dans cette guerre. Et cela est illustré par le professeur Pape, qui est, je crois, à l'université de Chicago. Je ne suis pas là pour l'attaquer, mais l'

argument qu'il avance — et il a, si j'ai bien compris, des liens avec l'industrie de la défense et avec le Pentagone — reflète un type de raisonnement qu'on retrouve non seulement au Pentagone, aux États-Unis, mais aussi en Europe. Ce raisonnement, c'est le suivant : sur le papier, l'Europe est bien plus grande et bien plus forte. Elle compte davantage d'habitants et, collectivement, son produit intérieur brut est plus élevé que celui de la Russie. Et Poutine se serait lui-même enfermé dans une impasse. Il serait pris dans ce qu'ils appellent un piège d'escalade.

Et tout cela repose sur cette fable, ce fantasme ressassé à maintes reprises, selon lequel Poutine — enfin, la Russie — s'attendait à prendre l'Ukraine au cours des deux premières semaines, et aurait échoué. Non, ce n'est pas le cas. Je veux dire, c'est tout simplement absurde. Ils ne sont entrés qu'avec cent vingt-cinq mille à cent cinquante mille soldats. C'est une force extrêmement réduite face à ce qui était alors une armée ukrainienne d'environ six cent cinquante mille hommes. Enfin, voyons. Selon la doctrine militaire conventionnelle, la force attaquante devrait avoir un avantage de trois contre un. Bon sang, les Russes ont inversé la situation. Ils étaient désavantagés à raison de un contre trois, et pourtant, ils ont réussi à encercler Kyiv.

Ils ont réussi à amener les Ukrainiens à la table des négociations et à obtenir un accord provisoire, qui a ensuite été annulé à cause de l'intervention de Boris Johnson et de Joe Biden. Alors maintenant, quand on regarde les choses sur le papier, la réalité, c'est que la Russie est la quatrième économie mondiale. Ce n'est pas une économie de la taille de celle de l'Espagne, comme les Européens ont tendance à le dire. Mais en termes de parité de pouvoir d'achat — qu'est-ce que le dollar russe permet réellement d'acheter à une personne moyenne ? — c'est la quatrième économie mondiale. Deuxième point : je crois qu'elle figure parmi les cinq premiers pays producteurs d'acier. Je pense même qu'elle est dans les trois premiers. Aucun pays européen ne joue seulement dans cette catégorie.

Donc, l'Europe ne produit pas d'acier. Et le gaz, le pétrole ? L'Europe n'en produit pas vraiment en quantités suffisantes pour être autosuffisante. Elle dépend aujourd'hui des importations en provenance des États-Unis. Avant, elle dépendait des importations russes. Et puis, vous savez, ils sont censés accorder davantage d'attention à un complexe militaro-industriel. Mais ils le font au moment même où ils se désindustrialisent. Et aujourd'hui, l'un des indicateurs essentiels, c'est leur production d'artillerie. En avril deux mille vingt-deux, la Russie produisait environ quatre cent cinquante mille obus de cent cinquante-cinq millimètres par an. L'Europe, dans son ensemble, en produisait autour de trois cent mille. Disons donc qu'elles étaient à peu près comparables.

#Larry Johnson

Mais aujourd'hui, la Russie en produit quatre millions deux cent mille par an. Et comme l'a dit Mark Rutte, la Russie produit en trois mois davantage que l'Europe et les États-Unis réunis en une année. Donc cette idée selon laquelle la Russie serait désavantagée face à l'Europe, c'est tout simplement absurde. Mais les Européens le croient. C'est pour cela qu'ils continuent avec cette rhétorique belliqueuse, ces menaces belliqueuses dirigées contre la Russie, en parlant de prendre Kaliningrad.

Je pense que les Russes ont réagi de manière assez efficace à cela au cours de la dernière semaine. Ils ont envoyé des lettres directement à tous les gouvernements pour les avertir. En gros, ils disent : « Vous savez, si vous vous en prenez à nous à Kaliningrad, vous ferez face à toutes les armes de notre arsenal. Et nous voulons dire toutes les armes. » Vous savez, c'est une manière subtile de dire : « On va vous atomiser. »

Et il semble que cela ait eu l'effet recherché. Les rodomontades et les menaces qui venaient des pays baltes — la Lettonie, la Lituanie et l'Estonie — se sont calmées, maintenant. Ils se sont en quelque sorte tus. Ceux qui ne se sont pas calmés, ce sont l'Allemagne, la Finlande, la France et le Royaume-Uni. Ils semblent toujours déterminés à affronter la Russie. Et comme je crois vous l'avoir dit lors d'une de nos récentes conversations, quand Pepe Escobar et moi avons parlé avec le général Ahti Lehto, le général Lehto a simplement déclaré, très factuellement : « Oui, nous allons entrer en guerre avec l'Europe. » Non pas qu'ils le souhaitent, ni que cela fasse partie d'un quelconque plan russe visant à prendre le contrôle de l'Europe. Mais il reconnaissait simplement les menaces qui viennent de leur part, et les mesures qu'ils prennent. Il a dit : « Je ne vois pas comment nous pourrions l'éviter. » La Russie est donc préparée à cette éventualité.

#Glenn

L'argument économique que vous avez avancé est très important à souligner, parce que ces chiffres du produit intérieur brut, vous savez, ils ne... Enfin, d'abord, ils ne reflètent pas ce que vous pouvez réellement construire dans votre propre pays. De nombreux travaux ont été menés sur ce sujet. Par exemple, combien coûterait la construction d'un navire aux États-Unis, et combien de navires la Chine peut construire avec la même somme. Donc, si l'on évalue les choses en parité de pouvoir d'achat, les Chinois ont déjà dépassé les États-Unis en deux mille quatorze. Et alors que les États-Unis sont à trente et un mille milliards, ou quelque chose comme ça, les Chinois sont désormais au moins à quarante-quatre mille milliards. Ils prennent donc de l'ampleur. Ensuite, vous avez la Fédération de Russie à la quatrième place, suivie du Japon. Les Allemands sont déjà descendus à la sixième place, et les Français ainsi que les Britanniques sont encore plus bas dans le classement. Donc oui, ils ignorent cet élément.

Et puis, vous savez, il y a d'autres problèmes dans la façon dont on mesure leur produit intérieur brut. Au Royaume-Uni, par exemple, ils intègrent aussi beaucoup d'argent issu d'activités criminelles. Ils le prennent en compte. Donc ils incluent la prostitution dans leur produit intérieur brut, ce que les Russes ne feraient pas. Et là encore, c'est simplement une façon d'arranger les chiffres, de vous faire paraître plus grand et plus fort que vous ne l'êtes réellement. Mais même si on met cela de côté, si on oublie la mauvaise mesure du produit intérieur brut par rapport à la parité de pouvoir d'achat, il y a aussi la question du type d'économie que vous avez. Est-ce que vous avez un grand marché financier, ou bien des industries lourdes ? Et comme vous l'avez dit, les Européens réalisent lentement qu'on ne peut plus simplement faire tourner les planches à billets et produire des missiles et des chars. Ces usines, ces infrastructures, le savoir-faire, les compétences... tout cela demande du temps à acquérir.

Enfin bref, oui, je ne voulais pas dire ça. J'avais une dernière thèse sur les raisons pour lesquelles la Russie pourrait frapper fort maintenant. Mon idée, c'est que, d'habitude, dans une guerre par procuration, vous mettez en avant votre allié, et vous laissez cet allié et votre adversaire s'épuiser mutuellement jusqu'au sang. Puis, si nécessaire, vous intervenez vers la fin. Autrement dit, je me disais que lorsque l'Ukraine commencera à tomber, il y aura toujours un risque élevé que les Européens, surtout, commencent à envoyer leurs troupes à Odessa, ou quelque part ailleurs, simplement pour s'assurer que les Russes s'arrêtent là. Si cela se produit, les Russes disent depuis longtemps : si vous envoyez vos troupes maintenant, alors nous sommes en guerre.

Et je me demande si la raison pour laquelle ils ont peut-être attendu pour provoquer cette tempête parfaite, c'est qu'ils doivent être prêts au cas où les Européens entreraient en guerre. Et je me demande combien d'Orechnik ils ont désormais, parce qu'ils n'ont même pas besoin d'armes nucléaires. Chaque mois, les stocks d'armes européens s'épuisent, tandis que les Russes ont accumulé beaucoup de véhicules blindés et d'Orechnik à l'arrière. Alors je me demande si tout cela nous est destiné, au cas où nous déciderions d'intervenir pour tenter de sauver la situation. Je ne sais pas si vous avez des chiffres, ou même une vue d'ensemble — bon, ils ne communiquent pas ces chiffres — mais à quel point les Russes seraient préparés si l'Europe entrait dans le conflit.

#Larry Johnson

Eh bien, je pense que c'est aussi l'une des raisons pour lesquelles, jusqu'à, disons, il y a deux mois, la Russie n'avait toujours pas lancé cette offensive totale — j'appellerais ça un pressing à tout-va — où elle déploie toutes les facettes de son offensive imaginables. C'était parce qu'elle continuait à constituer des réserves, n'est-ce pas ? Car les planificateurs militaires estimaient — et je ne fais ici que donner mon opinion — qu'il y avait quatre-vingts pour cent de chances que l'Europe entre en guerre et que la Russie soit obligée de combattre l'Europe. Dans cette optique, ils se retenaient. Ils n'engageaient pas toutes les troupes qu'ils pourraient engager. Ils pourraient remporter une victoire facile et rapide contre l'Ukraine.

Mais cela les laisserait dans une position où ils pourraient épuiser leurs forces au cours de l'opération, puis devoir affronter l'Europe en étant affaiblis. Et eux disaient : « Non, nous avons un plan pour faire face à l'Europe. » Donc, de ce point de vue-là, ils anticipent. Vous savez, il y a environ deux mois, Lavrov et le ministère des Affaires étrangères ont tous deux adressé des avertissements directs aux missions étrangères à Kiev : partez. Nous vous recommandons de ne pas rester, parce que la situation va devenir très dangereuse ici. Beaucoup de missions étrangères ont ignoré cet avertissement. Eh bien, les Russes ont renouvelé cet appel il y a deux jours. Et je pense que, désormais, plusieurs missions étrangères commencent à en tenir compte.

Sinon, au moins la population de Kiev l'est. Beaucoup suivent cet avertissement. Ils quittent la ville. Et je pense qu'une partie de l'intention de la Russie, c'est aussi cela. Ils vont frapper très durement ces cibles. L'autre jour encore, l'une des cibles qu'ils ont touchées se trouvait à deux pas de l'

ambassade d'Allemagne. Et certains ont dit que c'était peut-être un message adressé aux Allemands. Peut-être. Mais ce que les Russes — les dirigeants russes, et surtout Poutine — ont clairement dit, notamment dans sa réponse aux questions au forum de Valdai, c'est qu'une fois que c'est fait, il faut aller plus vite. Il faut y mettre fin plus rapidement. Donc, maintenant, la pression est là pour parvenir rapidement à une fin, et ne pas faire traîner les choses.

#Glenn

Oui, j'ai remarqué ce passage à Valdai, la manière dont Poutine a répondu aux questions sur les différents conflits dans le monde. Il a fait attention à ne pas trop critiquer les États-Unis et Trump. Enfin, il le fait davantage aujourd'hui que l'année dernière. Mais malgré tout, il ne veut pas couper les ponts, au cas où... vous savez, il faut toujours travailler avec les Américains. Même avec Israël, parce que, vous savez, les Russes et les Israéliens ont une relation compliquée. Donc, on avait l'impression que ses critiques se limitaient surtout aux résolutions de l'ONU et, bien sûr, à l'expression de sa sympathie envers les Israéliens et de son admiration pour le courage des Iraniens. Mais il n'a pas vraiment attaqué les Israéliens avec force. La seule exception, c'étaient les Européens, surtout les Allemands. J'ai pensé que c'était là que se trouvaient les principales critiques et le mépris.

Et je ne sais pas vraiment pourquoi l'Allemagne. Je pense que c'est quelque chose de personnel pour lui, honnêtement. Vous savez, on dit que, quand on ressent du ressentiment, ça vient forcément de quelque part. Si c'était quelque chose qui vous était égal, vous n'auriez pas des sentiments aussi forts. Mais, vous savez, il y a vécu. Sa fille y est née. Il parle allemand. Je pense aussi que les Russes ont soutenu la réunification de l'Allemagne, puis qu'ils ont vu les Allemands, plus tard, leur planter en quelque sorte un couteau dans le dos. Et puis, vous savez, ils ont laissé l'Allemagne se réunifier, mais la Russie, elle, ne pouvait pas faire partie de l'unification européenne. Elle en a été écartée. Ensuite, même leur État ami le plus proche, l'Ukraine, a été renversé et détruit, puis instrumentalisé contre eux. Donc je pense qu'en ce moment, on ne peut pas vraiment sous-estimer la colère envers l'Allemagne.

#Larry Johnson

Eh bien, les Allemands étaient responsables de la mort de son frère pendant le siège de Leningrad, durant la Seconde Guerre mondiale. Donc oui, il n'y a aucun sentiment chaleureux ou rassurant là-dedans. Et quels que soient les espoirs que Poutine a pu avoir, un jour, de voir l'Allemagne tourner la page et devenir un pays, un partenaire différent, ils sont complètement anéantis. Friedrich Merz, bon Dieu... On dirait quelqu'un sorti tout droit d'un casting. Il suffit de lui mettre un uniforme nazi, et vous avez de nouveau l'impression de revivre tout ça. Et d'ailleurs, son grand-père, je crois, était un haut gradé nazi.

#Glenn

C'est vraiment dommage, parce que si l'Europe et la Russie doivent s'éloigner du précipice, éviter la guerre, voilà ce qu'il faudrait : les Européens se sont tous enfermés dans un consensus. Personne ne peut s'en écarter, parce que ce serait considéré comme de l'apaisement, en somme. Donc, aujourd'hui, la seule façon d'y parvenir ne passe pas par ce consensus, mais par l'Allemagne et la Russie. Si leurs dirigeants pouvaient s'asseoir et discuter, s'ils pouvaient relancer la diplomatie, il y aurait quelque chose... cette force d'attraction allemande entraînerait beaucoup d'autres Européens. Parce que beaucoup de gens, partout en Europe, savent aujourd'hui que cela mène au désastre. Mais personne ne semble capable, encore une fois, de faire changer de cap à ce pétrolier. Donc, vous savez, à mon avis du moins, il faudrait que les Allemands et les Russes s'assoient autour d'une table. Cela entraînerait ensuite le reste des Européens vers une forme de diplomatie. Mais encore une fois, l'Allemagne est dirigée par le chancelier Merz, de BlackRock, entre toutes les personnes possibles. Donc oui, c'est probablement la pire situation dans laquelle on puisse se trouver.

#Larry Johnson

Ouais, je pense que même la peste bubonique est plus populaire que lui. Mais est-ce que vous avez vu la conversation de Tucker Carlson avec cet aristocrate britannique, Rees-Mogg — c'est bien son nom de famille ? Oui, Jacob Rees-Mogg, voilà. Mon Dieu... enfin bref. C'était instructif, parce que ça montre l'état d'esprit complètement délirant de la classe dirigeante britannique. Rees-Mogg disait des choses carrément ridicules, dont on peut prouver qu'elles sont fausses. Par exemple, il affirmait que le produit intérieur brut du Royaume-Uni était supérieur à celui de la Russie. Et Tucker répondait : « Quoi ? » Encore une fois, quelle que soit la mesure qu'on regarde... Prenez la production d'acier : la Russie est dans les trois ou quatre premiers pays du monde. Et la Grande-Bretagne n'y est même pas. Elle y a été, à une époque, mais ce n'est plus le cas.

Ce n'est même pas dans le top dix. Mais cette insistance sur le récit selon lequel la Russie serait mauvaise, que la Russie serait dirigée par une dictature — et voici la véritable ironie —, qu'elle serait un État autoritaire. Pourtant, comme nous l'avons appris cette semaine avec notre ami Ian Proud, citoyen britannique, qui a servi le ministère britannique des Affaires étrangères en tant que diplomate, il fait un voyage pour participer au Club de discussion de Valdai, qui œuvre en faveur de la paix. Il rentre, et les autorités britanniques le traitent comme un criminel. Elles lui confisquent son téléphone. Elles lui confisquent son ordinateur portable. Elles l'interrogent pendant trois heures, vous savez, avec un comportement clairement menaçant. Elles ont fait la même chose à George Galloway, ancien député, et à l'épouse de George, Gayatri.

Ils l'ont fait à des universitaires, comme Richard Sakwa. Ils l'ont fait à d'autres journalistes, comme Richard Medhurst. Et puis les Britanniques ont le culot, l'audace, de s'asseoir là et de parler de la dangerosité et de l'injustice de la situation en Russie. La Russie, vous savez... c'est ridicule. Absolument ridicule. Mais cet état d'esprit, ce qu'il disait, se retrouve chez les dirigeants — appelons ça la classe dirigeante — dans beaucoup de pays d'Europe. En particulier en Allemagne, en France,

au Royaume-Uni, en Finlande, en Pologne dans une certaine mesure, et en Roumanie. C'est grave. Et à cause de cette hostilité incessante dirigée contre la Russie, ils ont la garantie qu'il y aura une confrontation. Et l'Europe ne survivra pas à cette confrontation.

#Glenn

Ce qui m'a gêné, en revanche, dans cette interview de Jacob Rees-Mogg et Tucker Carlson, c'est que tout le raisonnement repose sur l'idée suivante : vous savez, nous devons rester fermes et montrer que nous sommes prêts à combattre la Russie, pour qu'elle soit censée reculer. Mais c'est un peu la thèse dominante aujourd'hui. C'était la même logique lorsque l'OTAN a soutenu cette campagne de quarante jours de frappes en profondeur sur le territoire russe. Autrement dit : nous devons accroître la pression sur la Russie, et alors elle cédera. Mais, encore une fois, je pose toujours la même question : pour faire quoi ? Qu'est-ce que nous pensons exactement qu'ils vont faire ? À quoi sert la pression sur la Russie ? Parce qu'au fond, il semble que nous répétions sans cesse : « Oh, ils mettront fin à la guerre. » Mais comment ?

Ils voient les choses ainsi : s'ils quittent l'Ukraine, disons qu'ils se retirent complètement, l'OTAN arrivera avec ses missiles, l'armera et transformera l'Ukraine en un porc-épic d'acier, avec toutes les menaces pour la sécurité russe que cela implique. Et ensuite, l'OTAN pourrait s'en servir à l'avenir, si elle voulait refaire quelque chose de ce genre. Donc, le problème, selon moi, c'est qu'ils ont tous sincèrement adhéré à cet argument : une fois encore, ils combattraient un nouvel Hitler, et nous devrions faire preuve de fermeté. Sinon, une fois qu'il en aura fini là-bas, il passera au pays suivant. Moi, je souligne toujours que non : eux voient cela comme une menace existentielle. Et nous le savons. Nous savons depuis trente ans qu'ils considéraient l'élargissement de l'OTAN comme une menace existentielle. Donc, je pense que toute pression exercée sur eux ne fera que pousser les Russes à escalader davantage. Et c'est ce que l'on voit aujourd'hui.

#Larry Johnson

Eh bien, j'allais justement dire que le sentiment anti-Poutine est l'autre chose qui atteint des sommets. J'en ai parlé avec une amie, ici. Elle m'a dit : « On ne peut pas parler de la Russie. Poutine est tout simplement un homme mauvais. » Et moi, j'ai répondu : « Sur quelle base ? Je ne vais pas en parler. » C'est tellement profond et émotionnel. Mais tant de gens, en Occident, pensent : « Oh, si on remplace simplement Poutine, la Russie sera différente. » Allô ? Allô ? Vous savez, il y a des gens qui ont bien moins de retenue diplomatique que Poutine n'en a montré. Vous voulez remettre Medvedev à sa place ?

Bon, depuis le début, il joue les méchants flics. Et c'est peut-être un peu de la mise en scène. Mais je ne le crois pas incapable de le faire. Je veux dire, en Russie, le soutien à une action militaire beaucoup plus forte, beaucoup plus dure, est largement présent. Encore une fois, Alep, par exemple. Il y a suffisamment de Russes qui disent : « On en a assez de ces conneries. Rasez tout. » Et c'est ce que l'Europe pousse à faire, je pense, sans mesurer ce qu'elle va obtenir. Elle veut renverser

Vladimir Poutine. Quand, du côté russe, les gants tomberont complètement, l'Occident prendra une raclée à laquelle il n'est tout simplement pas préparé.

#Glenn

Eh bien, sur ce sujet, là encore, il ne faut pas trop spéculer, parce que nous ne connaissons pas les faits. Mais il se passe quelque chose d'intéressant en Europe. C'est que beaucoup, vraiment beaucoup de nos usines d'armement semblent exploser ces dernières semaines. Et là encore, je dois dire que, d'un côté, si des pays cherchent à se réarmer aussi rapidement, cela peut poser des problèmes de compétences et d'équipements. J'imagine que certains accidents peuvent se produire. Mais malgré tout, cela commence à me paraître un peu suspect. Je me demandais : comment voyez-vous les choses ? Est-ce que cela pourrait relever, dans une certaine mesure, du déni plausible ?

#Larry Johnson

Je ne serais pas surpris d'apprendre que les Russes ont monté une opération de renseignement pour détruire ou saboter ces usines. Mais on peut aussi l'expliquer autrement. Sous la pression pour augmenter rapidement la production dans ces usines, il peut y avoir davantage de négligence, de laisser-aller. Et cela pourrait aussi expliquer certains de ces incendies et explosions. Dans quelques cas, les procureurs poursuivent des personnes en les accusant de sabotage. Mais pour les autres, ils ne savent pas vraiment. Moi, je l'ai abordé simplement : j'ai regardé les conséquences des dégâts. Et malgré tous les discours européens sur l'augmentation de la production pour faire face à la Russie, la réalité, c'est que la destruction de ces usines et sites de production a réduit la capacité de l'Europe à faire quoi que ce soit, à court ou à moyen terme. Donc, en fait, ils reculent. L'effet, c'est que cela réduit la capacité de l'Europe à représenter une menace pour la Russie, au lieu de l'accroître.

#Glenn

Eh bien, un autre problème se pose maintenant à cause de la guerre contre l'Iran. On constate désormais une pénurie de diesel. Évidemment, les frappes contre les raffineries russes n'arrangent rien. Il semble qu'il y ait un peu de retour de bâton en Europe à ce sujet, parce que Trump aurait apparemment menacé les Européens de couper les exportations. Ils ont donc accepté de libérer une grande quantité de diesel provenant de leurs réserves stratégiques. Que se passe-t-il exactement ? Eh bien, je dois encore examiner les chiffres.

#Larry Johnson

Je peux vous donner quelques chiffres généraux. Premièrement, l'Europe consomme environ cinq millions de barils de diesel par jour. Les États-Unis produisent cinq millions de barils de diesel par jour. Les États-Unis en consomment trois millions et demi. Donc, en théorie, les États-Unis pourraient fournir à l'Europe les un million et demi restants. Mais, dans les faits, tout le diesel produit par les États-Unis ne va pas exclusivement vers l'Europe. Une partie va en Israël. Une autre

part va en Australie et en Nouvelle-Zélande. Une partie est partie vers l'Asie. Donc, ce que je veux dire, c'est que la quantité fournie par les États-Unis à l'Europe, du moins sur le papier, ne semble pas être cruciale. Toutefois, il y a eu cette menace directe des États-Unis, disant : écoutez, vous avez ces réserves de diesel. Vous devez commencer à les puiser, sinon...

J'ai entendu deux chiffres différents : cent millions ou cent vingt millions sur six mois. Eh bien, faites le calcul. Que ce soit cent millions ou cent vingt millions, cela représente vingt-quatre jours d'approvisionnement, compte tenu de ce que l'Europe utilise chaque jour : cinq millions. Donc, ce n'est pas une quantité énorme. L'effort de Trump et d'autres pour attribuer la pénurie aux attaques russes contre les raffineries russes, c'est absurde. Revenez à décembre deux mille vingt-cinq. Les exportations mondiales de diesel s'élevaient alors à huit millions de barils par jour. Sur ces huit millions de barils, en décembre deux mille vingt-cinq, la Russie représentait environ treize pour cent du total. Au cours des trois derniers mois, la Russie a réduit ce chiffre de cent cinquante-cinq mille barils par jour. C'est donc nettement moins. Mais le point essentiel, c'est que les sept cent mille barils par jour de moins fournis par la Russie ne paralysent pas l'économie mondiale.

La raison pour laquelle nous connaissons cette pénurie mondiale de diesel, c'est ce qui ne sort pas du golfe Persique. Et cette exigence que la Maison-Blanche vient d'adresser à l'Europe montre bien que Trump ment sur la quantité de pétrole qui sort du golfe Persique. Il a dit : « Oh oui, on en a plus que jamais. » Non, c'est un mensonge. Si c'était vrai, pourquoi faisons-nous pression sur l'Allemagne et la France ? « Hé, les gars, vous devez puiser dans vos réserves stratégiques de diesel au cours des six prochains mois, sinon nous allons cesser de vous exporter du diesel. » Et on a déjà eu le Royaume-Uni, Burnham, qui a contacté Trump en disant : « Oh mon Dieu, s'il vous plaît, s'il vous plaît, ne coupez pas les exportations. » Puis, un ou deux jours après, Burnham est intervenu pour dire : « Oui, cette attaque à Fairford, sur la base de la Royal Air Force, c'était l'Iran. »

C'est suffisant, Don ? En s'adressant à Trump, vous savez, en disant ce que les Américains voulaient entendre. Mais la réalité, pour le monde, c'est que le détroit d'Ormuz est toujours... il est, de fait, fermé. Les dégâts causés aux infrastructures pétrolières et pétrochimiques du golfe Persique et de l'Iran sont considérables. J'en ai parlé dans un article, sur la base d'une analyse réalisée par Carl Miller. Au minimum, le monde doit s'attendre à un processus de cinq ans avant que les choses puissent revenir à la normale. Pourquoi ? Parce que les équipements endommagés sont tels qu'il ne suffit pas d'acheter des pièces de rechange génériques. Vous savez, aller dans le magasin du coin, chez Home Depot, Costco, Lowe's, ou peu importe où vous achetez votre matériel de bricolage. Ces équipements sont fabriqués sur commande. Ils sont, si vous voulez, sur mesure.

Et comme c'est du sur-mesure, il faut le fabriquer pour chacun de ces pays, et pour les systèmes propres à chacun d'eux. En plus, les personnes qui effectuent les réparations... Il n'y a pas cinq mille gars qui attendent sans rien faire. C'est un très petit nombre de techniciens qualifiés. Et s'ils sont mobilisés sur un chantier, cela veut dire qu'ils ne peuvent pas passer au suivant. Enfin, ils vont être occupés pendant les cinq prochaines années. Rien que cela a un impact sur l'offre. Nous avons un problème structurel. Et puis, en plus, il y a eu un incendie dans une raffinerie en Inde, probablement

causé par un manque d'entretien, parce qu'ils ont travaillé en heures supplémentaires pour essayer de raffiner du diesel et du carburant aviation à partir de ces distillats moyens. La Chine vient d'entrer dans la mêlée en déclarant : « Nous arrêtons nos exportations de diesel. »

Et la Russie a apparemment décidé de faire la même chose, non pas parce qu'elle manque de diesel, mais je pense que la Chine et la Russie agissent désormais de concert pour exercer une réelle pression sur les économies occidentales. Donc, c'est assez compliqué. Et ce n'est pas seulement que du pétrole sort. Il va en Chine. L'Iran en est le principal fournisseur. Et malgré les affirmations des États-Unis selon lesquelles ils imposeraient un blocus infranchissable, vous savez, un mur d'acier... c'est absurde. En fait, le George H. W. Bush, le porte-avions, avec ses trois navires d'escorte — des destroyers et un croiseur — vient de quitter la zone. Il se trouve à Phuket, en Thaïlande. Et donc, cela réduit d'au moins onze le nombre de navires présents dans le golfe d'Oman pour tenter d'intercepter les pétroliers. C'est un nombre très, très faible. Le fait est que les États-Unis n'ont pas assez de navires sur place pour mettre en œuvre un blocus efficace.

#Glenn

Eh bien, pendant que tout cela se déroule, on voit que le détroit d'Ormuz est fermé, n'est-ce pas ? Le détroit de Bab el-Mandeb aussi. L'étau se resserre. J'ai vu qu'ils y avaient frappé un navire saoudien, je crois que c'était hier. Et Ansar Allah, ou les Houthis au Yémen, prennent désormais davantage de territoire stratégique dans la région. Et on a l'impression que tout va dans le mauvais sens. Je suppose que ma dernière question est la suivante : comment voyez-vous les États-Unis, vous savez, comment pourraient-ils gérer cette situation ? Parce que l'Arabie saoudite est piégée. Si elle tombe à cause de cela, que va-t-il arriver au Qatar, aux Émirats arabes unis ? Enfin, ce sera ensuite Bahreïn. Cela va provoquer un effet domino. Les États-Unis ne peuvent pas laisser cela échouer. C'est le pétrodollar. C'est le financement de leur bulle autour de l'intelligence artificielle. Mais quelles sont les options des États-Unis, ici ? Que pourraient-ils faire ? Je sais que, désormais, toutes les réponses paraissent insensées, mais la situation devient vraiment très désespérée.

#Larry Johnson

Eh bien, les États-Unis n'ont pas de bonnes options. Et franchement, ils ne peuvent pas faire grand-chose pour empêcher ce qui va arriver à l'Arabie saoudite. Ils n'ont pas les forces terrestres nécessaires à déployer sur place pour arrêter les Houthis. La force navale ne sert à rien, parce que les Houthis sont basés à terre. Et ils vont... vous savez, rien qu'aujourd'hui, ils ont coupé la dernière voie de sortie des forces militaires yéménites officiellement reconnues et soutenues par l'Arabie saoudite, et peut-être aussi des mercenaires saoudiens. Ils sont désormais piégés autour de Taëz. Ils vont devoir soit se rendre, soit être détruits. Mais, à présent, ils sont complètement encerclés.

La prochaine étape, ce sera Aden. Une fois qu'Ansar Allah aura pris Aden, ils remonteront la côte jusqu'à Jizan. Ils prendront le contrôle de ce qui est, je crois, une usine pétrochimique d'Aramco, la plus sophistiquée au monde. Donc, il n'y a rien. La seule chose que les États-Unis puissent offrir, c'

est leur puissance aérienne. Et, franchement, elle est limitée, parce qu'ils ne disposent pas de réserves illimitées d'armes. Les Saoudiens sont en difficulté. La seule chose qui pourrait les sauver à ce stade, ce serait un accord négocié : ils accepteraient les exigences des Houthis, lèveraient les sanctions, verseraient des réparations et, en gros, retireraient leurs forces du Yémen.

Je ne vois pas encore les Saoudiens faire ça, mais l'opposition à MBS grandit en Arabie saoudite. La capacité des Houthis à frapper où ils veulent en Arabie saoudite a été démontrée au cours de la semaine écoulée. Ils viennent de frapper un site à Dammam, à l'est, sur la côte extrême-orientale de l'Arabie saoudite, tout près de Bahreïn. Les Saoudiens n'ont donc pas de bonnes options. Et ce n'est pas comme si la Turquie et le Pakistan pouvaient leur apporter une aide militaire qui renverserait la situation. Le Pakistan leur a déjà dit : « Nous n'allons pas nous engager dans le combat contre les Houthis. » Les Saoudiens agissent donc avec une certaine forme de désespoir.

Ils essaient de faire croire que La Mecque et Médine vont tomber aux mains d'apostats. Je n'exclurais pas la possibilité que, vous savez, peut-être à la même époque l'an prochain, on parle du contrôle de La Mecque et de Médine par Ansar Allah. Ça pourrait aller jusque-là. — Vous pensez qu'ils iraient aussi loin ? — Oui. — Waouh. — Oui, je pense que c'est une possibilité tout à fait envisageable. Je sais que des gens qui travaillent dans la région et qui ont une bonne idée de ce qui se passe sur le terrain l'ont inscrit sur la liste des scénarios. Pas forcément le plus probable, mais certainement possible, avec une probabilité supérieure à cinquante pour cent.

#Glenn

Donc, face à ce risque énorme, on pourrait penser que les Saoudiens, eh bien, sans pour autant jeter l'éponge, concluraient un accord avec les Houthis. Autrement dit, qu'ils mettraient fin au blocus qui leur est imposé. Mais je peux comprendre que ce soit, en soi, très problématique. Parce que s'ils mettent fin au blocus du Yémen, je suppose que deux choses se produiraient. D'abord, les Saoudiens auraient l'air très faibles, ce qui n'est pas idéal dans une région où ils sont considérés comme un leader. Mais surtout, le Yémen, sans le blocus naval, pourrait devenir très puissant.

Et ils ont une population énorme, plus importante que celle des Saoudiens. Et si on les laisse devenir très forts et très puissants, vous savez, cela aurait aussi des répercussions sur les relations entre l'Arabie saoudite et l'Iran, parce que les Saoudiens ne peuvent pas se permettre de maintenir cette relation hostile avec l'Iran. Ils devraient trouver un moyen de faire la paix. Ce qui voudrait dire revenir sur le dispositif de sécurité mené par les États-Unis, autrement dit sur une alliance anti-iranienne. J'ai l'impression que, quoi que fassent les Saoudiens aujourd'hui, la région va davantage se façonner en faveur de l'Iran. Encore une fois, je ne vois pas de bonne issue ici.

#Larry Johnson

Les États-Unis n'ont aucune bonne porte de sortie. C'est ce qui a marqué les soixante-dix dernières années du rôle américain au Moyen-Orient. Cette histoire est terminée. Nous écrivons un nouveau chapitre.

#Glenn

Eh bien, Larry, c'est toujours un plaisir. Il se passe des choses intéressantes. C'est assez effrayant de voir que cela se produit dans le monde réel, mais nous y sommes. Alors, merci beaucoup. Très bien, mon ami.

#Larry Johnson

C'est toujours un plaisir. Prenez soin de vous.